

Le FN en embuscade

Le Front National à l'approche de la nouvelle période électorale

Près de deux années se seront écoulées depuis le 21 avril 2002, lorsque s'ouvrira courant 2004, en France, une nouvelle phase électorale : les cantonales et régionales en mars suivi des européennes en juin. Le Front National espère à cette occasion récolter les résultats de la décomposition politique. Sa stratégie est en effet très claire : s'appuyer sur les effets de l'insécurité sociale pour renvoyer dos-à-dos tous les acteurs du « front républicain » post 21 avril 2002. « La complicité du 5 mai empêche la solution des problèmes » déclare ainsi Le Pen dans NH n° 987 de juin 2003 martelant que la seule alternative est désormais le FN, symbolisée par le slogan « 2004 : le Front National ». Plus récemment, le titre d'un article qui vient de paraître début octobre dans National Hebdo (n° 1002) « Le monde politique en débandade et le Front National en embuscade », traduit bien le positionnement. Le corps du même article dénonce avec sarcasmes combien tout va mal chez les autres, de l'UMP à l'extrême gauche, en passant par le PS, le PC et les Verts, sans oublier le coup de pied de l'âne à l'ancien ami Mégret, tout cela pour conclure combien le Front National « n'est pas si mal loti » dans la période.

Les propositions évoquées par les « chefs » du FN pour la future campagne se veulent une réponse aux attentes des nombreux français, les « petites gens », « les exclus, les sans grade » qui se sentent abandonnés de tous. Le très sécuritaire Sarkozy est présenté comme un champion de la gesticulation médiatique « à la popularité factice » et ses insuffisances mises en avant : (« suppression de la double peine », « Corse », « traitement de l'Islam prétendument « de » France » ou encore « fermeture de Sangatte, qui a dispersé et multiplié les clandestins » dans NH n° 997 juin 2003) : globalement insuffisant donc, en la matière.

S'agissant de l'insécurité sociale, une forte compassion est affichée vis-à-vis du mal vivre des ouvriers et des chômeurs « Français », touchés par la multiplication des plans sociaux, vis-à-vis des pauvres ou encore vis-à-vis de retraités « accusés de tous les maux : de vivre trop vieux, de mourir quand

il fait chaud, de creuser le trou de la Sécu,... d'oser faire valoir leur droit à la retraite »,... mais qui sont « incontestablement une richesse nationale inexploitée... », dixit Marine Le Pen, dans NH n° 1003 d'octobre 2003. Les causes de la situation ne sont guère nouvelles dans leurs thématiques : la mondialisation « antinationale » porteuse de tous les dangers, l'Etat omniprésent, les impôts trop lourds, « la classe politique » accusée de « détruire tout ce que »... les retraités »... « ont eu du mal à construire : un pays libre, prospère, sûr, respectable et respecté » et bien sûr l'immigration plus que jamais présentée comme un fléau. Tous thèmes audibles très commodes à l'agitation populiste lors des campagnes électorales à venir lorsque l'on se présente en seul recours.

Quant aux propositions du Front National face à cette situation, elles ne sont ni plus ni moins que la réaffirmation ou la réécriture des propositions traditionnelles du Front National :

- En matière d'emploi : l'allègement des « charges fiscales et sociales », notamment des PME,
- la préférence nationale : pour l'emploi et pour les allocations familiales et RMI réservées aux familles françaises,
- le retour aux valeurs du travail en abrogeant la loi Aubry 35 heures, avec un objectif plutôt de 42 heures, le départ plus tardif à la retraite,
- l'harmonisation des retraites par la création d'un régime national de base des retraites, et d'un complément par capitalisation.
- La baisse des impôts : en supprimant l'impôt sur le revenu et en réduisant le poids de l'Etat, en exonérant complètement les petits contribuables, en ramenant le taux de l'impôt sur les bénéfices à 10%, en supprimant les droits de succession en ligne directe au sein de la famille, etc...

Pour l'essentiel, est-ce une surprise si ces propositions sont plutôt favorables... aux plus aisés de la population et aux couches non salariées. Faisant l'impasse sur les nécessités de financement des services publics, dont on se rappelle seulement

l'existence pour réclamer la réorientation du transport vers l'automobile et un service minimum dans le transport public, elles se traduiraient plutôt par une aggravation de la situation de ce que d'autres appellent « la France d'en bas ». La compassion sociale n'est bien qu'un vernis propagandiste pour un programme au libéralisme durci.

Où est donc le « nouveau tournant social » du Front National, que mettent en avant certains commentateurs politiques ? Dans l'état actuel des choses, il n'est pas perceptible. Le Front National s'est violemment prononcé contre le mouvement social du printemps, sur les retraites comme sur le terrain de l'Ecole. La savante dialectique de Le Pen sur les fonctionnaires est éloquente : « on sait que les plus rétifs à admettre les réformes sont ceux qui sont les plus privilégiés. On peut ne pas être riche, comme les petits fonctionnaires mais être néanmoins privilégié par rapport aux travailleurs du privé. Certains de ces privilèges, il faut le dire, sont d'ailleurs justifiés, mais ils ne peuvent être respectés que si la capacité financière est sauvegardée et maintenue. » Avec une baisse généralisée des impôts sans doute ?

Nous ne sommes donc plus comme au milieu des années 90, avec Mégret, dans une phase de construction de réseaux de relais syndicaux, voire de nouveaux syndicats frontistes, dans les entreprises, qui nécessitaient de coller au minimum à certaines revendications et à certains mouvements. Pour autant, il ne faut pas baisser la garde et être vigilant quant à l'implantation de réseaux FN sur les lieux de travail. L'objectif du Front National, dans les mois qui viennent, est essentiellement politique ; celui de passer une étape décisive, par la conquête d'au moins une région pour se rapprocher du pouvoir. Le lit de la décomposition sociale et de la crise politique lui en ouvre la possibilité même si rien n'est encore joué.

Ils n'aiment pas le printemps ni les étés chauds...

Le FN n'aime pas les syndicats (sauf ceux qu'il crée de toutes pièces) et encore moins les mouvements sociaux et les grèves. Les luttes de ce printemps et de l'été ont été pour lui l'occasion d'une campagne virulente de dénonciation à la mesure de sa peur que ces luttes aboutissent et fassent reculer le gouvernement et le MEDEF. Il s'est donc positionné en « Monsieur Plus », dénonçant pêle-mêle les « capitulations » gouvernementales, les attermoissements du patronat, les syndicats manipulés par l'extrême gauche, et le coût exorbitant des conflits mettant en danger l'économie française face à la concurrence internationale.

Le dernier avatar de ce positionnement est un communiqué du bureau politique du FN à propos de la loi sur les 35 h (N.H. n° 1003 du 9 au 15 Octobre 2003) qui : « *demande l'abrogation des lois Aubry, atteinte intolérable au Droit du travail et la restauration d'une liberté pleine et entière pour les salariés et les entreprises ; demande que soient déterminées au sein de l'entreprise et par référendum les modalités d'exercice de cette liberté* »

Il y a, comme pour toute règle, une exception...d'automne : « *La révolte des buralistes* » (N.H. n° 1005 du 23 au 29 Octobre 2003) « *lassés de l'hypocrisie gouvernementale qui les condamne à une disparition inéluctable, ils ont décidé de ne pas se laisser faire et de réagir.* » Comme le dit un buraliste du Rhône, par ailleurs présent sur la liste aux régionales du FN : « *Nous ne récupérons pas leur colère, nous lui donnons une certaine ampleur* » (Libération du 20/10/03).

S'il n'y aura pas de « tournant social » du FN, par contre, gageons que, campagne des Régionales et Européennes aidant, la mise en musique par les frontistes des révoltes catégorielles bien ciblées va aller en s'amplifiant... Le discours « national-social » va retrouver droit de cité chez les leaders du Front, persuadés qu'ils sont que les échecs des grèves et des mouvements sociaux ne peuvent que favoriser une frustration dont ils pensent récolter les fruits électoraux.

« Français d'abord » et les grèves des enseignants

« Français d'abord », le quotidien du FN ne s'est pas privé de déverser sa haine contre les enseignants pendant les grèves du printemps dernier. Ce sont bien sûr les enseignants grévistes qui « détruisent le principe même de l'école de la république » et leurs comportements « indiquent une régression sans précédent de l'esprit civique dans le corps même qui doit l'inculquer aux enfants » - propos de J.-M. Le Pen rapportés dans le quotidien du 03/06/2003.

De son côté, le gouvernement est fustigé pour avoir reculé face à ces gauchistes qui ne pensent qu'à protéger leurs « avantages acquis » (21/06/03) mais, Luc Ferry est plutôt épargné « courageux mais pas téméraire » (03/06/03), alors que Sarkozy est dans le collimateur ; ce dernier, pendant la réunion avec les syndicats enseignants, aurait « employé sa méthode habituelle, d'abord l'annonce de mesures fortes pour épater la galerie (...) mais au final a cédé sur presque tout » (12/06/2003). L'explication : « le désarroi des chiraquiens, otages depuis le 21 avril 2002 d'une gauche qui a porté "supermenteur" à l'Elysée » (03/06/2003).

La grève des intermittents du spectacle

Dans plusieurs articles (N° 990 du 10 au 16 juillet 2003 et 991 du 17 au 23 juillet 2003) National Hebdo a fustigé violemment « La dictature des " intermittents " », « Le spectacle des intermittents » pour enfin poser la question :

« Qui manipule les " intermittents " ? » Après avoir expliqué avec un bel aplomb que « Le gouvernement vient de reculer devant les intermittents, sans que cela change quoi que ce soit à leur sabotage des festivals. » l'article déverse son fiel en insinuant : « Alors vrais et faux artistes, vrais et faux techniciens, en profitent, et se multiplient : le nombre des « intermittents » a doublé en dix ans... Elle est là la vraie dictature de l'argent, dont nous sommes les victimes ». Dans un autre article, le clou est enfoncé :

« Toute notion de qualité ou –horresco refe-rens- de talent, est aussitôt évacuée au nom du droit à la création et le saltimbanque du parvis de Beaubourg placé sur un pied d'égalité avec le sociétaire de la Comédie-Française »... tout en ménageant les « bons » intermittents... « L'Etat n'a d'argent que le nôtre, ce sont « nos » impôts et « nos » cotisations », y compris ceux de tous les intermittents de la restauration et de l'hôtellerie (pour ne citer qu'eux), qui, faute de festivals, vont se retrouver à la rue, et sans pouvoir, eux, bénéficier de l'extraordinaire situation de faveur faite aux intermittents du spectacle. »

Enfin, un troisième papier dénonce le fait que « le ministre de la Culture, a cédé sur plusieurs dispositions annexes aux pressions cégétistes et trotskistes. Surtout l'accord laissait perdurer le dispositif actuel de « solidarité interprofessionnelle », et non pas d'équilibre des comptes de la profession (...) « L'audace » du MEDEF était par conséquent très limitée » Last but not least, l'article souligne que « ce ratage (...) pose aussi la question de l'attitude des pouvoirs publics, quant au " droit de grève ". »

Au delà de la violence de l'attaque (ce n'est pas pour le FN une catégorie « cible » sur le terrain électoral) il faut souligner l'argumentation mensongère : Le gouvernement aurait reculé ? on se demande bien sur quoi ; Et les patrons de l'audiovisuel qui ont profité de ce système sont bien sûr « oubliés » et préservés de cette fureur dénonciatrice. Quant aux intermittents de la restauration, mis en avant comme « victimes », il ne s'agit pas bien sûr

des salariés de McDo qui, eux, luttent depuis de longs mois pour leurs droits... Les fascistes préfèrent toujours les échines courbées à ceux qui relèvent la tête.

Bruno Gollnisch et le MEDEF : Je t'aime... moi non plus.

Dans l'édition du 02 Septembre 2003 du quotidien frontiste « Français d'abord » un curieux papier intitulé « MEDEF, PS, même combat » revient sur l'université d'été du PS coupable d'avoir évoqué le spectre de l'extrême droite pour « ressouder ses troupes » Jusque là, rien que de très banal, mais la suite de l'article évoque, à propos de l'université d'été du MEDEF, un communiqué de Bruno Gollnisch qui « notait (...) qu'à la petite sauterie organisée par le MEDEF, Seul le Front National, pourtant « exemplaire dans sa défense du travail et des libertés économiques » n'avait pas été invité par le baron Seillière, alors qu'associations, partis et syndicats de droite, mais aussi de gauche et d'extrême gauche avaient été cordialement accueillis par ses représentants du patronat » Ainsi donc le rôle de « Monsieur Plus » pendant les grèves du printemps et de l'été ne serait pas payé de retour ! De dépit, l'article conclut sur les « rouages du système » dont feraient partie les dirigeants du PS et du MEDEF. Que « Français d'abord » s'arme de patience, en d'autres temps le patronat a su remercier, voire davantage, les fascistes pour les « services rendus » ; il n'est pas dit malheureusement que ces temps soient définitivement révolus.

ISA pour sa part sera toujours extrêmement vigilant pour alerter le mouvement social et syndical de ces amitiés particulières toujours à redouter.

Alstom St Nazaire

Dans un long article de N.H n° 1001 du 25/09 au 01/10/03 le préposé journaliste à la rubrique « social » revient sur la grève des salariés sous-traitants d'Alstom du chantier naval de Saint Nazaire contre leurs scandaleuses conditions de travail et de rémunération.

Le titre « ALSTHOM ET LES INDIENS DE SAINT-NAZAIRE... » donne le ton . Les paroles ne sont pas mal non plus... Que le lecteur en juge : « La CGT parle de « l'esclavage moderne ». Qu'en est-il exactement ?

(...) Ces salariés n'ont pas été subornés par des recruteurs de chair humaine, mais ont cherché

d'eux-mêmes à partir pour l'Eldorado. » et plus loin : « on peut envisager qu'ils ne sont pas sans ressources quand on apprend que l'un des grévistes affirme qu'il continue d'expédier 600 euros par mois à sa famille restée en Inde. » ou encore : « les "abandonnés" ont aménagé une vie tranquille aux alentours de Saint-Nazaire, et ont recréé autour d'eux une existence comme au pays. » Après avoir brossé ce tableau idyllique, l'article tout en dénonçant le fait de « culpabiliser les gens de Saint-Nazaire » tire des enseignements politiques de ce conflit : « S'il y a une leçon à retenir de cette affaire, c'est qu'Alsthom Marine aurait dû embaucher des techniciens français. Les salariés importés ont donné l'image d'une compagnie de négriers. Inutile de dire que les médias internationaux ont fait leurs choux gras, et que les concurrents étrangers se réjouissent. »

A ce tissu de mensonges, de mépris et de délire chauvin, notre réponse ainsi que nous l'espérons, celle de tout syndicaliste, sera la solidarité des travailleurs par-dessus les frontières et la lutte sans concession contre les patrons négriers de tous les salariés, français et immigrés, ensemble, pour leurs droits et leur dignité.

PACA : la région de tous les dangers

« Français d'abord », Quotidien du FN rendait compte le 23 septembre dernier de la confiance de Le Pen : « Je suis optimiste, je crois qu'il est possible de gagner la région Provence – Alpes - Côte d'Azur » en évoquant un sondage des RG qui le crédite de 31% au premier tour de ces régionales. Exprimant ensuite son mépris des électeurs il poursuit en déclarant : « Dans trois, quatre ou cinq mois, la situation objective de notre pays va être telle que les français vont vouloir essayer le FN. Les gens peuvent penser que nous ne sommes pas les meilleurs, mais ils savent que nous ne pouvons être pire ».

Hélas, cette affirmation n'est pas qu'une nouvelle fanfaronnade du président du FN. L'éventualité de voir PACA dirigé par le FN n'est pas inconcevable.

Face aux moyens considérables qui vont être déployés par le FN pour s'emparer du conseil régional, il est nécessaire, dès à présent, en PACA encore plus qu'ailleurs, de préparer unitairement la mobilisation antifasciste.

Tribunal de Toulon : un barreau sous influence

Didier Gestat, avocat, dirigeant du MNR jusqu'à son élection comme dauphin du bâtonnier par ses pairs, devrait devenir en décembre 2003 le bâtonnier du barreau de Toulon.

Ce mégrétiste, ancien adjoint de la mairie FN, qui déclarait en 95 à Charlie Hebdo : « ce qui m'inquiète c'est... une certaine classe dirigeante noyautée par les juifs », a été élu, en juin, dès le premier tour successeur potentiel du bâtonnier actuel. Ce n'est que pour couper court aux réactions médiatiques qu'il a démissionné de la direction du MNR.

Cet individu, qui déclare avec cynisme : « Tout le monde connaît mon passé politique à Toulon. Les gens ont donc voté en connaissance de cause », pourra représenter l'ensemble des avocats pendant la durée de son mandat.

A l'initiative de Me Yves Haddad, un certain nombre d'avocats ont formé en vain un recours devant la cour d'appel n'acceptant pas « qu'un homme, ayant prôné sans cesse le rejet, l'exclusion, la haine et la peine de mort, puisse se retrouver à la tête de notre barreau ». Cet appel a été rejeté.

Comme le souligne la section locale de la LDH : « l'élection de Me Gestat comme bâtonnier serait un mauvais coup pour Toulon » ajoutant : « Nous voulons croire que les avocats Toulonnais réagiront et éliront en décembre un bâtonnier respectueux des valeurs républicaines ».

Cette complicité entre des avocats dont l'alibi serait le caractère strictement professionnel de cette élection et ceux charmés par les sirènes de l'extrême droite est l'expression dramatique des graves lésions provoquées dans les consciences après six ans de pouvoir du FN sur cette ville.

La vision du FN en matière de mondialisation et d'Europe

La mondialisation comme "complot"

Depuis deux décennies environ, les processus communément désignés sous le terme de « mondialisation libérale » ont modifié l'ordre économique et social dans la quasi-totalité des pays. On peut les analyser comme une reconfiguration des rapports entre Capital et Travail, à l'échelle mondiale, tournant le dos aux "compromis" sociaux

élaborés dans les Etats-nation occidentaux au cours du XXe siècle.

Une telle analyse des choses n'est évidemment pas l'affaire de l'extrême droite, dont la vision du monde n'est guère fondée sur le matérialisme (au sens de l'analyse des rapports sociaux). La vision que tentent de faire accréditer les partis d'extrême droite, et cela pas seulement en France, est celle d'une menace extérieure qui se rapprocherait de plus en plus des nations française et européennes et qui viserait à les détruire.

L'expérience, fort réelle au demeurant, de l'appauvrissement de certaines couches sociales, de la montée du chômage et du déclin de certaines branches industrielles (entre autres liées, aussi, à des délocalisations de production dans l'intérêt du Capital) est intégrée dans cette vision idéologique du monde. Cependant elle n'est pas analysée en termes d'intérêts sociaux divergents, mais plutôt traduite en termes d'« attaques anti-nationales ».

L'existence d'intérêts sociaux (dominants), en France et en Europe même, est souvent escamotée. Même si, il est vrai, il arrive aussi à l'extrême droite de les fustiger parfois, en désignant certains représentants ou certaines fractions du Capital (par exemple celles qui ont le plus recours à l'immigration de travail) comme des « traîtres à la nation ». Là aussi, ce n'est pas en des termes matérialistes et analytiques que sont présentées les choses, mais en reprenant la vieille antienne de la théorie du « complot » - judéo maçonnique ou, dans le discours de Jean-Marie Le Pen, « des lobbies » - et une accusation lancée contre la « haute finance » à forte connotation antisémite.

Le Front National a même trouvé un terme lui permettant de désigner les processus sociaux et économiques, en les faisant passer comme une attaque délibérée à la nation qui serait avant tout d'ordre idéologique. Ainsi le parti d'extrême droite ne parle-t-il plus, depuis une dizaine d'années, de « mondialisation » (terme désignant un processus objectif de nature économique), mais de « mondialisme ». Ce dernier terme est censé englober à la fois certains aspects de la mondialisation capitaliste, mais aussi tout ce qui relève de l'internationalisme, de l'universalisme des droits de l'homme, du marxisme et d'autres « lobbies idéologiques hostiles à la nation ».

En adoptant cette posture de fond, le FN a souvent prouvé son habileté à intégrer des données concrètes et réelles dans son discours. Ainsi est-il parfois présent sur le terrain en cas de délocalisations annoncées avec pertes d'emplois dans des entreprises françaises. Mais surtout, le parti lepéniste s'apprête à se lancer dans une campagne pour les prochaines élections régionales de mars 2004 où il compte bien développer ces thématiques-là.

Pire : le FN semble même décidé à utiliser un autre terme dans cette campagne électorale, en lui imposant un contenu tout à fait contraire à celui qu'il comportait à l'origine. Il a largement annoncé, par presse interposée (cf. « Le Monde » du 04 octobre), de mener campagne « contre l'insécurité sociale ». Or, le concept d'insécurité économique et sociale avait, à l'origine, été invoqué par la gauche et les mouvements sociaux pour contrer les effets d'une campagne présidentielle, en 2001 et 2002, largement axée sur « l'insécurité ».

A cette notion de « sécurité policière », était opposée l'idée qu'elle ne faisait que camoufler l'insécurité réelle des individus, qui serait d'ordre économique et social, donc matérielle. Le plan du FN, à l'heure actuelle, est d'emprunter exactement le chemin inverse. En prenant à son compte le terme d'insécurité sociale, celle-ci sera présentée comme n'étant pas opposée au discours de la « sécurité » policière, mais comme son complément naturel. En fin de compte, les deux ne constitueraient que des facettes ou des aspects d'une insécurité beaucoup plus globale, qui ressortirait à son tour de l'ouverture des frontières, du processus de « destruction des nations ». De la sorte, elle serait le fruit du « mondialisme » et du complot contre les vieilles nations européennes.

La place de l'Europe dans ce contexte

Quelle est la place accordée à l'Europe dans cette vision du monde et de la mondialisation?

Le point de départ, pour l'extrême droite, consiste à présenter la construction européenne comme relevant, elle aussi, du « complot anti-national ». C'est de cette façon que M. Le Pen a désigné (dans son discours du 1^{er} mai) « l'euro fédéralisme » et le projet « maastrichtien » comme un « cheval de Troie du mondialisme » sur le vieux continent. D'après Le Pen, le mondialisme aurait déjà modelé les Etats-Unis, civilisation du « melting pot ». Maintenant il s'attaquerait à l'Europe, en instaurant une union basée sur un marché unique et sur les principes du libéralisme économique. Pour le FN, l'Europe devrait être basée sur les liens du

sang, ou au moins sur une civilisation historique commune (ce qui pour lui, excluait toute négociation avec la Turquie).

Cependant le Front National se sent aussi la nécessité d'élaborer un visage « présentable », dans le sens d'une realpolitik gestionnaire et non pas uniquement idéologique, s'il compte un jour participer à l'exercice du pouvoir. Une opposition frontale à toute forme de construction européenne, alors que les pouvoirs économiques seraient hostiles à son abandon, deviendrait ainsi un obstacle définitif pour le FN qui voudrait se voir « sur la route du pouvoir ». Ainsi un certain aggiornamento semble-t-il avoir commencé en matière européenne. Au moment du succès électoral de Jean-Marie Le Pen, à l'élection présidentielle de 2002, Bruno Gollnisch (le secrétaire général du FN) n'a-t-il pas expliqué sur les plateaux de télévision que son projet en matière européenne pourrait consister en une appartenance à l'Union tout en continuant à garder une monnaie nationale, « à l'image de la Grande-Bretagne ou de la Suède »? Cela exprimait une opposition à l'effacement de la monnaie nationale derrière l'Euro, mais on était loin des revendications (formulées par le même, au nom du FN, quelques années auparavant) d'une sortie pure et simple de l'Union européenne.

Cela n'empêche pas le FN d'axer son discours fréquemment sur la prétendue « nécessité de rétablir les contrôles à toutes les frontières extérieures de la nation », en revenant sur leur suppression à l'intérieur de l'Union. Actuellement, il tente notamment de surfer sur le mouvement de mécontentement des vendeurs de tabac, qui craignent une montée de la vente et de l'achat de cigarettes illégalement importées en France suite à la montée des prix du tabac. Sur fond de craintes liées à la contrebande, il développe un discours sur le rétablissement des frontières, auquel il joint son discours sécuritaire (en arguant de la prétendue augmentation du nombre de vols et de cambriolages dans les bureaux de tabac si le prix des cigarettes continue d'augmenter). Là encore, le FN fait preuve d'une certaine habileté en surfant sur des mécontentements réels et concrets, nés ici de la politique fiscale en matière d'imposition indirecte.

« Français d'abord » soutient un révisionniste

Le 27 juin 2003, le quotidien du Front national relatait à sa façon deux décisions judiciaires concernant Jean Plantin. Petits rappels sur le personnage : en 1990 et 1991, Jean Plantin obtint sa

maîtrise puis son DEA d'histoire dans les Universités de Lyon II et Lyon III. Dix ans plus tard, ces diplômes étaient annulés par les dites universités, pour des raisons de forme – une délibération de jury non valable – mais surtout parce que ces mémoires sont « truffés de références négationnistes » (Libération, 23/06/03). Jean Plantin est de ceux « qui cherchent à asséner l'idée que les morts, dans les camps d'extermination (un mot que Plantin ne prononce pas) ont été le fait des maladies et non celui d'une idéologie barbare » (amnistia.net).

Pourtant, le 3 juin dernier, le Tribunal Administratif de Lyon a donné raison à Plantin, le commissaire du gouvernement considérant que les décisions universitaires étaient intervenues trop tard, un diplôme devenant « effectif quatre mois après son obtention ». Commentaires de « Français d'abord » : « Jean Plantin est donc de nouveau titulaire de sa maîtrise d'histoire et de son DEA, malgré les cris d'orfraies poussés par les officines spécialisées dans la persécution des "déviant". » Officines ? « SOS Racisme, Ras l'front et un autre groupe opposé à la libre recherche historique, le cercle Marc Bloch » explique le quotidien.

« Libre recherche historique »... après ses études, Jean Plantin s'était lancé dans l'édition de livres et revues révisionnistes. Pour cela, il avait été condamné en 1999 et frappé d'interdiction d'éditer. Pourtant il avait continué son activité, « se contentant de céder ses parts de société à sa mère et à Jean Faurisson, ancien professeur négationniste lyonnais. » (Libération, 26/06/03) et auteur, entre autres, des « Ecrits révisionnistes ».

Le 22 janvier 2003, le tribunal correctionnel de Lyon avait condamné l'éditeur négationniste Jean Plantin à six mois de prison ferme. La Cour d'appel de Lyon a confirmé le 25 juin la résiliation du sursis dont bénéficiait Plantin, mais ce dernier s'étant pourvu en cassation, c'est au parquet général de décider de l'application de la peine... Commentaire de « Français d'abord » : « Pour la première fois en France, le pays de Voltaire, un universitaire a donc été condamné à une peine de prison ferme pour ses écrits. (...) Les petits flics de la pensée se sont bien évidemment immédiatement réjouis de la décision d'embastiller Jean Plantin pour délits d'opinion. »

Et de dénoncer, en faisant référence à George Orwell, « la chasse féroce aux "dissidents". » Ces citations parlent d'elles-mêmes : pour la première fois, le Front National par l'intermédiaire de son quotidien, soutient clairement un négationniste, tente de faire croire que c'est la liberté de penser qui est bafouée. Mais le négationnisme et le révisionnisme ne sont pas des opinions, et ceux qui les propagent ne sont pas des « dissidents » qui s'opposeraient à une « pensée unique et obligatoire » (« Français d'abord », 27/06/03). Mais au

moins aujourd'hui les choses sont claires, le « détail de l'histoire » n'était décidément pas un lapsus.



Editions Syllepse Préface de René Mouriaux

Extrait de la Table des matières

- Le Front national entre sur le terrain syndical : faux syndicats Front national et bataille juridique, outils syndicaux, prud'homales 1997
- Implosion du FN. Pendant les travaux, le fascisme continue : infiltrations et dérives, résistances à l'école
- Menaces européennes et lepénisation, vers la banalisation : villes « occupées », contre le racisme et les discriminations, l'Europe face à ses démons, plans sociaux, mondialisation, 11 septembre, lepénisation de la sécurité, élections 2002

format 105 x 165 176 pages

Ils en ont parlé...

Quelques journaux ont bien voulu rendre compte de la parution de notre ouvrage collectif « Le Front National au travail ».

Le quotidien « La Marseillaise » du 03 Mars 2003, dans une chronique de R. Pfefferkorn « L'extrême droite et le monde ouvrier » se termine ainsi : « Le livre (...) rend compte de sept ans de « labourage de la désespérance sociale » par le FN mais aussi des résistances du mouvement syndical à cette progression. Tous ceux qui souhaitent s'armer à cette fin y trouveront connaissances et analyses fort utiles. »

Le bimensuel de la CGT, « Le Peuple », du 11 Juin 2003, dans un article de S. Ferry, souligne que c'est « un petit livre qui (...) pointe les menaces de la lepénisation, de la banalisation du FN ».

Quant à J.P. Gautier, dans « Rouge », hebdomadaire de la LCR, il trouve que « la rédaction d'ISA, qui réunit des syndicalistes et des militants anti-fascistes, a eu l'excellente idée de réunir une sélection d'articles dans un petit livre, Le Front National au travail ».

Voilà donc des encouragements, pour nous, à continuer ce combat, et pour vous, lecteurs d'ISA, à commander ce livre indispensable pour tout syndicaliste !

AMALGAMES ORIENTES

Depuis le début du printemps dernier, et plus particulièrement depuis la fin des mouvements de grève, dans le secteur de l'éducation d'une part et contre la réforme Fillon des retraites d'autre part, sans oublier les intermittents du spectacle, toute une presse de droite ou proche de la gauche « sociale-libérale », phosphore sur ces « nouveaux courants conservateurs » qui s'opposent à la réforme « devenue pourtant indispensable », selon elle, du contrat social de notre pays.

Les colonnes sont ainsi largement remplies chaque semaine, d'éditoriaux ou de points de vue d'intellectuels, où sont dénoncés pêle-mêle tous ceux qui osent défendre une répartition plus juste des richesses produites et contester des choix bien éloignés de l'intérêt général. Des salariés qui osent s'opposer aux plans de licenciements, aux citoyens qui revendiquent le droit à l'emploi, ou un véritable droit au logement, en passant par tous ceux qui exigent un débat de société sur des choix technologiques incontrôlés : OGM notamment, ou qui refusent que « le monde ne soit une marchandise », et qui osent l'exprimer, par des formes d'actions contestataires originales et médiatiques, basées sur la désobéissance civile et la non-violence : tout cela est considéré comme illégitime par les penseurs éclairés de ce « nouveau et courageux réformisme moderne ».

Tout ce qui n'accepte pas les contraintes sociales qui naîtraient de l'adaptation de l'économie à la mondialisation « libérale » ne serait ainsi que « conservatisme », « archaïsme », « corporatisme égoïste », « radicalisme dangereux », « populisme » : une nouvelle forme de « tentation poujadiste de gauche », selon le Figaro Magazine du 20 septembre 2003.

Ainsi niée l'existence d'un mouvement social de progrès dans notre pays, réduit à de l'activisme anti-institutionnel, usine à fabriquer de la désespérance sociale, voilà comment est inversée la charge de la preuve. Ce ne sont plus le mal être social, le mal vivre, le chômage et la misère qui génèrent la crise sociale, mais ceux qui, irréalistes, « n'acceptent pas le fait qu'il n'y ait pas d'alternative aux contraintes de la mondialisation » et qui, en agissant pour changer cet état de fait, génèrent faux espoirs et frustrations. Le syndrome du 21 avril 2002 est bien sûr pour les thuriféraires de cette thèse, au bout du processus. L'amalgame est ainsi facile : ces « mouvements irresponsables » créent le lit de l'extrême droite. « Les extrêmes jouent décidément tous le même jeu », « tous complices ».

Cette lecture commode de la crise sociale et politique, élude bien évidemment la question du choix démocratique et du Politique lui-même. Qui décide en effet qu'il n'y a qu'une voie possible, une avant-garde libérale éclairée ? une oligarchie ? N'est-ce pas plutôt sur le refus de débattre et de mettre en œuvre de choix alternatifs qui alimente la désespérance sociale. Si plus de radicalisme n'a jamais suffi à construire une alternative, le traitement du social par la compassion ou le caritatif n'est quant à lui pas porteur d'espoir ni d'émancipation. Pour éviter de nouveaux 21 avril, il faut reconquérir des marges politiques, reconstruire le champ politique et la démocratie, et non pas considérer avec dédain, que ce champ n'aurait plus de pertinence historique.

Pour le FN, altermondialisme rime avec « haine des nationaux » !

Dans deux articles de « Français d'abord » quotidien, datés du 24 juin et du 02 juillet, le FN crache son venin envers José Bové, « leurre grossier » qui ferait en fait le jeu de ceux qu'il dénonce.

Pour le FN, « on ne peut se faire le chantre du terroir sans défendre l'identité nationale, la souveraineté politique de la France et l'intégrité de notre peuple ». Le combat mené par la Confédération Paysanne et son porte-parole est ainsi abordé par le FN sous l'angle le plus réductible qui soit. La défense de l'humain face aux marchés, une agriculture respectueuse de l'environnement et permettant aux habitants de la planète de manger à leur faim, le partage des richesses sont autant de revendications éloignées de la politique préconisée par le FN.

Le FN ne rate pas l'occasion de citer les critiques de Bové envers le chef de l'État. Celui-ci « veut apparaître sur la scène internationale comme l'homme qui défend l'avenir de la planète face aux multinationales et aux puissants » en décalage avec « la politique du gouvernement Raffarin » le tout dans un contexte de réforme de la PAC et de levée du moratoire européen sur les OGM.

Au final, comme si l'image médiatique de Bové, à mi-chemin entre gaulois et Robin des Bois, faisait de l'ombre aux nationalistes (et à Jeanne d'Arc), le FN qui aime à s'afficher comme le chantre de la défense du petit peuple français fustige « l'anarcho-syndicaliste », « l'alter mondialiste » et dénonce ce qu'il qualifie de « gesticulation... bénéficiant d'une large et indulgente couverture médiatique et du soutien de la gauche et de l'extrême gauche », n'hésitant pas à parler d'« outrances caricaturales » et de « haine des nationaux ».

En deux articles, la différence est nette : il n'y a et il n'y aura jamais rien de commun entre un nationa-

lisme chauvin réducteur et le combat pour une autre mondialisation.

Pour commander le livre :

« Le FN au travail »

8 € franco de port, chèque à l'ordre d'I.S.A.

Abonnement

Nom Prénom et/ou syndicat

Adresse

Code Postal Ville

🍎 10 numéros : 7,60 €

🍎 Abonnement de soutien : 15 € ou plus

Chèque à l'ordre d'ISA

Contact

ISA chez VISA

80, 82 rue de Montreuil, 75011 Paris

Fax :01 48 36 66 33

email : visacom@club-internet.fr

Dir. De publication : F. Pécoup

Administration : I. Nicolas, J.J. Petiteau,

Rédaction : H. Alexandre (SPASMET),

C. Aumeran (SNUI), C.Birnbaum (SNESUP-FSU),

P.Farfart (SNUIPP-FSU), F Mahé RIF Paris 19°

JP. Ravaux (SNPES-PJJ-FSU), D. Turbet-

Delof (SNUI), JL. Wichegrod (CGT Finances),

CCPA n°0603 S 05157 en cours de renouvellement

Edité par VISA / Imprimé par nos soins

VISA :80/82 rue de Montreuil 75011 Paris